



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE

Secrétariat Général Service des Ressources Humaines Sous-direction du développement professionnel et des relations sociales Adresse : 78, Rue de Varenne - 75349 PARIS 07 SP Suivi par : Tél : 01.49.55.53.78 / 48.06	CIRCULAIRE SG/SRH/SDDPRS/C2009-1005 Date: 20 avril 2009
--	--

Date de mise en application : immédiate
Nombre d'annexes : 2

Le ministre de l'agriculture et de la pêche
à
Mesdames et messieurs les directeurs et chefs de
service d'administration centrale, des services
déconcentrés, des établissements d'enseignement et
des établissements publics

Objet : Indemnité de départ volontaire - Aides aux restructurations

Bases juridiques :

- Décret n° 2008-366 du 17 avril 2008 instituant une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint
- Décret n° 2008-368 du 17 avril 2008 instituant une indemnité de départ volontaire
- Arrêté du 17 avril 2008 fixant les montants de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008
- Circulaire DGAFP/DB B7 n° 2166 / 2BPSS-08-1667 du 21 juillet 2008 « Modalités de mise en oeuvre des décrets n° 2008-366, 2008-367, 2008-368 et 2008-369 du 17 avril 2008 »
- Arrêté du 31 mars 2009 relatif aux opérations de restructuration ouvrant droit, au ministère de l'agriculture et de la pêche, au bénéfice de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint (NOR: AGRS0907245A)
- Arrêté du 31 mars 2009 instituant une indemnité de départ volontaire au bénéfice de certains personnels du ministère de l'agriculture et de la pêche (NOR: AGRS0907246A)
- Arrêté du 31 mars 2009 fixant le montant de la prime de restructuration de service pouvant être versée au ministère de l'agriculture et de la pêche (NOR: AGRS0907244A)

Résumé :

Mise en oeuvre des décrets du 17 avril 2008 créant une indemnité de départ volontaire, une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint.

Mots-clés : Indemnité départ volontaire ; prime restructuration service ; allocation aide mobilité conjoint

Destinataires	
Pour exécution : Directions d'administration centrale Services déconcentrés Établissements d'enseignement agricole publics Établissements d'enseignement supérieur	Pour information : IGIR IGVIR Organisations syndicales Établissements publics nationaux

Les deux décrets du 17 avril 2008 cités en référence ont créé diverses primes et indemnités destinées à favoriser la mobilité professionnelle des agents publics et à réduire pour ces mêmes agents les conséquences des restructurations de service. L'ensemble de ces primes sont soumises à l'impôt sur le revenu et aux contributions et charges sociales. Les montants figurant dans les fiches jointes sont des montants bruts avant impôt et prélèvements sociaux.

Les fiches jointes à la présente circulaire ont pour objectif de présenter ces mesures et de définir leurs conditions d'application au ministère de l'agriculture et de la pêche.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces fiches sera portée à la connaissance du service des ressources humaines.

Le secrétaire général

Jean-Marie AURAND

<p style="text-align: center;">Annexe I</p> <p style="text-align: center;">PRIME DE RESTRUCTURATION DE SERVICE</p> <p style="text-align: center;">ET AIDE A LA MOBILITE DU CONJOINT</p>
--

Le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008 a institué, en cas de restructuration de l'Etat, de l'un de ses établissements publics ou d'un établissement public local d'enseignement, une « prime de restructuration de service » (PRS). Cette prime peut, dans certains cas, être complétée par une « aide à la mobilité du conjoint ».

La présente fiche a pour objet de préciser les conditions d'application de ces dispositions au ministère de l'agriculture et de la pêche (MAP).

1. - Bénéficiaires.

La prime peut être versée aux fonctionnaires titulaires et aux agents non titulaires de droit public recrutés par contrat à durée indéterminée (CDI) en fonction au MAP. Cette dernière condition est considérée comme remplie pour les contractuels dont le contrat initial à durée déterminée a été transformé en CDI dans le cadre de l'application de la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique.

Sont exclus de ce dispositif :

- les fonctionnaires stagiaires, y compris ceux dont le stage a été renouvelé,
- les agents non titulaires recrutés sur contrat de droit privé,
- les agents non titulaires recrutés sur un contrat de droit public à durée déterminée, même renouvelé,
- les ouvriers d'Etat, qui n'ont pas le statut de fonctionnaire ni d'agent non titulaire,
- les agents affectés pour la première fois dans l'administration (cette disposition visant les agents entrant au service de l'Etat, et non ceux arrivant au MAP par voie de détachement ou d'intégration par exemple) et nommés depuis moins d'un an dans le service ou l'établissement restructuré,
- les agents déplacés d'office dans le cadre d'une sanction disciplinaire du deuxième groupe,
- les agents dont le conjoint, le concubin ou le partenaire d'un pacte civil de solidarité perçoit la prime au titre de la même opération (ce qui permet de cumuler le versement de la prime au titre de deux opérations différentes),
- les agents mutés sur leur demande,
- les agents qui bénéficieraient d'une indemnité de même nature.

2. - Opérations de restructuration ouvrant droit à la PRS.

Le ministère de l'agriculture et de la pêche souhaite limiter au strict minimum les mutations géographiques subies dans le cadre des restructurations. Lorsqu'elles seront nécessaires, la PRS sera mise en œuvre. C'est pourquoi l'arrêté ne prévoit d'ouvrir le droit à la PRS de manière automatique que pour l'accompagnement de fermetures de sites. Toutefois, après analyse approfondie, il pourra, si cela se révèle nécessaire, être étendu à d'autres opérations après autorisation préalable du secrétaire général.

Dans ce contexte, le transfert d'un service ouvre en principe droit à la prime, du fait que les agents sont tenus de suivre leur poste. Toutefois, ceux qui, dans le cadre d'un transfert, décident de ne pas suivre leur service mais de prendre un autre poste ne pourront percevoir la PRS, puisqu'ils ne pourront pas exciper d'une mobilité imposée.

Dans le cas de la fermeture d'un service, les agents sont contraints de changer d'affectation. L'administration leur propose une liste de postes correspondant à leur niveau et ils choisissent celui qu'ils souhaitent rejoindre : ils peuvent alors, si les conditions d'éloignement sont remplies, percevoir la PRS.

3. - Montant de la prime.

a) Principes.

L'article 2 du décret dispose que le montant de la prime est modulable par arrêté ministériel pour tenir compte des contraintes subies du fait de la restructuration, dans la limite d'un plafond fixé par arrêté interministériel. Le premier est joint en appendice 2 à la présente fiche, le deuxième, daté du 17 avril 2008, fixe ce plafond à 15 000 euros.

b) Application au MAP.

La prime est versée aux agents sous condition d'un changement de résidence administrative.

Le montant de cette prime est calculé en fonction de l'augmentation de la distance entre le domicile de l'agent et le lieu de travail. Il est égal à 150 € par kilomètre supplémentaire et est plafonné à 15 000 €.

La prime n'est pas versée si cet allongement (aller simple) est inférieur ou égal à 10 kilomètres.

Si l'agent choisit de déménager, la prime de restructuration peut être cumulée avec l'indemnité de changement de résidence, celle-ci étant versée dans les conditions prévues par la réglementation spécifique. Le montant de la PRS est alors calculé sur la base de l'allongement de la distance entre le domicile initial de l'agent et son lieu de travail.

Pour calculer le montant de la prime, les distances sont évaluées à l'aide d'un calculateur d'itinéraire disponible gratuitement sur internet (www.mappy.fr) en choisissant l'option « trajet le plus court » entre les adresses exactes du domicile et du lieu de travail.

4. - Versement et remboursement éventuel.

Aux termes du décret, le montant de la prime est versé en une seule fois au moment de la prise de fonctions de l'agent dans sa nouvelle affectation.

Cette prime est définitivement acquise, sauf si l'intéressé quitte cette affectation dans les douze mois suivant cette prise de fonctions : en ce cas, le remboursement intégral du montant perçu est dû, quel que soit le motif de ce départ.

5. - Allocation d'aide à la mobilité du conjoint.

Cette allocation peut être versée à l'agent dont le conjoint ou le partenaire d'un pacte civil de solidarité se trouve contraint de cesser son activité professionnelle, du fait de la mobilité subie par l'agent et lui ouvrant droit à la prime de restructuration de service.

Cette rédaction implique que la cessation d'activité doit être la conséquence de la restructuration. En d'autres termes, il est impératif que le conjoint ou partenaire soit obligé de cesser son activité, soit en restant au domicile pour des raisons dont la relation de causalité avec la restructuration devront être clairement établies, soit en raison d'un déménagement à une distance suffisante pour ne pas être compatible avec la poursuite de son activité antérieure.

Une condition de délai est en outre prévue par le décret : la cessation de l'activité doit intervenir au plus tôt trois mois avant et au plus tard un an après la mobilité liée à l'opération de restructuration.

Il n'est en revanche prévu aucune condition tenant à la nature de l'activité exercée (qui peut donc être salariée ou non), ni quant à la modalité juridique de cette cessation d'activité (démission, cession de bail, ...). Le versement est donc de droit dès lors que l'agent quitte son service dans des conditions ouvrant droit à la prime de restructuration et que le conjoint ou partenaire doit quitter son activité en raison de cette mobilité.

Le montant de l'allocation est fixé forfaitairement à 6 100 euros, versés en une seule fois. Il est remboursable dans les mêmes conditions que la prime de restructuration de service.

6. - Procédure d'attribution.

L'agent doit préalablement déposer une demande de prime de restructuration et, le cas échéant, d'allocation d'aide à la mobilité du conjoint en remplissant le formulaire figurant ci-dessous en appendice 3.

La demande doit être accompagnée des pièces suivantes :

- la copie de l'arrêté d'affectation,
- en cas de demande de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint, toute pièce justifiant de la cessation d'activité du conjoint.

Ces documents doivent être transmis sous couvert hiérarchique à l'IGIR ou l'IGVIR compétent (avec copie au bureau de gestion dont dépend l'agent).

L'IGIR/IGVIR apprécie formellement la conformité de la demande au regard de l'arrêté du 31 mars 2009 relatif aux opérations de restructuration ouvrant droit, au ministère de l'agriculture et de la pêche, au bénéfice de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint, et transmet ensuite le dossier au bureau de gestion de l'agent (Service des ressources humaines du Secrétariat général du MAP).

Le bureau de gestion procède ensuite à l'instruction et, le cas échéant, au versement de ces primes.

ARRÊTÉ du 31 mars 2009

relatif aux opérations de restructuration ouvrant droit, au ministère de l'agriculture et de la pêche, au bénéfice de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret n°2008-366 du 17 avril 2008 instituant une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint,

Vu l'avis émis par le comité technique paritaire ministériel le 12 mars 2009 ;

ARRÊTE :

Article 1er

Les opérations mentionnées dans la liste annexée au présent arrêté ouvrent droit au bénéfice de la prime de restructuration de service et, le cas échéant, à l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint prévues par le décret du 17 avril 2008 susvisé.

Article 2

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 2009

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire général,

J.-M. Aurand

ANNEXE

Liste des opérations ouvrant droit, au ministère de l'agriculture et de la pêche, au bénéfice de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint

- Fermeture ou déplacement de site dans le cadre de :
 - Création des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,
 - Création des directions départementales de l'équipement et de l'agriculture,
 - Création des directions départementales des territoires,
 - Création des directions départementales de la protection des populations,
 - Création des directions départementales de la cohésion sociale et de la protection des populations,
 - Rapprochement, fermeture ou fusion d'établissements publics d'enseignement agricole.
- Fermeture de sites de directions départementales interministérielles
- Fermeture de sites d'inspection sanitaire permanente (abattoir, poste d'inspection frontalier, antenne, criée, ...).
- Toute opération concernant des services appelés à se restructurer et imposant une mobilité géographique au personnel, après accord préalable du secrétaire général du ministère de l'agriculture et de la pêche.

APPENDICE 2 – ARRETE FIXANT LE MONTANT DE LA PRIME DE RESTRUCTURATION DE SERVICE

ARRÊTÉ du 31 mars 2009

fixant le montant de la prime de restructuration de service pouvant être versée au ministère de l'agriculture et de la pêche

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008 instituant une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint,

Vu l'arrêté du 17 avril 2008 fixant les montants de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint instituées par le décret n° 2008-366 du 17 avril 2008,

Vu l'arrêté du 31 mars 2009 relatif aux opérations de restructuration ouvrant droit au ministère de l'agriculture et de la pêche au bénéfice de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint,

ARRÊTE :

Article 1er

Une prime de restructuration de service peut être versée, dans les conditions prévues au présent arrêté, aux agents en fonctions au ministère de l'agriculture et de la pêche mutés ou déplacés d'office dans le cadre d'une restructuration de service mentionnée dans la liste annexée à l'arrêté du 31 mars 2009 susvisé.

Article 2

Peuvent bénéficier de la prime prévue à l'article 1^{er} les agents mentionnés à l'article 1^{er} du décret du 17 avril 2008 susvisé qui, du fait d'une opération de restructuration, sont déplacés ou mutés d'office dans une affectation située hors de la résidence administrative de leur précédente affectation.

Article 3

Le montant brut de la prime prévue à l'article 1^{er} est obtenu en multipliant par 150 € la différence, pour l'aller seul, entre les trajets du domicile au lieu de travail avant et après la restructuration, exprimée en kilomètres et arrondie à l'unité inférieure.

Si cette différence est inférieure ou égale à 10 kilomètres, elle ne donne pas lieu à indemnisation.

Ce montant est plafonné à 15 000 euros.

Article 4

L'agent dont le conjoint ou partenaire d'un pacte civil de solidarité est contraint de cesser son activité professionnelle en raison de la mutation ou du déplacement d'office du bénéficiaire d'une prime de restructuration de service peut se voir attribuer l'aide à la mobilité prévue à l'article 4 - I du décret du 17 avril 2008 susvisé, si cette cessation d'activité intervient au plus tôt trois mois et au plus tard douze mois après cette mutation ou ce déplacement.

Le montant brut forfaitaire de cette aide est de 6 100 euros.

Article 5

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire général,

J.-M. Aurand

APPENDICE 3 – FORMULAIRE DE DEMANDE D'ATTRIBUTION DE LA PRIME DE RESTRUCTURATION DE SERVICE ET DE L'AIDE A LA MOBILITE DU CONJOINT

- Décret n°2008-366 du 17 avril 2008 instituant une prime de restructuration de service et une allocation d'aide à la mobilité du conjoint,
- Arrêté du 31 mars 2009 relatif aux opérations de restructuration ouvrant droit, au ministère de l'agriculture et de la pêche, au bénéfice de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint,
- Arrêté du 31 mars 2009 fixant le montant de la prime de restructuration de service pouvant être versée au ministère de l'agriculture et de la pêche
- Circulaire conjointe DGAFP (n°2166) et direction du budget (2BPSS-08-1667) du 21 juillet 2008.
- Circulaire SG/SRH/SDDPRS/N2009-1005 « Indemnité de départ volontaire - Aides aux restructurations » du 20 avril 2009

NOM :

Prénom :

Corps/grade :

Service (avant la réorganisation) :

Service et date d'affectation (après la réorganisation) :

● Situation initiale

- Adresse de la résidence familiale avant la nouvelle affectation :

- Adresse de la résidence administrative avant la nouvelle affectation :

● Situation postérieure à l'opération de restructuration :

- Adresse de la résidence administrative d'accueil :

Fait à , le

Signature de l'agent :

Avis de l'IGIR/IGVIR sur la conformité de la demande au regard de l'arrêté du 31 mars 2009 relatif aux opérations de restructuration ouvrant droit, au ministère de l'agriculture et de la pêche, au bénéfice de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint :

Pièces à joindre :

- La copie de l'arrêté d'affectation,
- Le cas échéant, toute pièce justifiant du changement de résidence administrative ou de la cessation de fonction du conjoint.

Annexe II

INDEMNITE DE DEPART VOLONTAIRE

Le décret n° 2008-368 du 17 avril 2008 a institué une « indemnité de départ volontaire » (IDV) au bénéfice de certains agents publics désireux de quitter l'administration.

La présente fiche a pour objet de préciser les conditions d'application de ces dispositions au ministère de l'agriculture et de la pêche (MAP).

1. - Champ des bénéficiaires.

L'IDV peut être versée :

- aux fonctionnaires titulaires du MAP, y compris ceux en position de détachement, de disponibilité (dans les conditions prévues au 2-b ci-dessous) ou hors cadres, dont la démission a été régulièrement acceptée,
- aux agents non titulaires de droit public recrutés par le MAP sur contrat à durée indéterminée (cela incluant les agents initialement recrutés sur contrat à durée déterminée dont le contrat a été transformé en application de la loi du 25 juillet 2005) dont la démission a été régulièrement acceptée.

Cette rédaction exclut donc :

- les fonctionnaires stagiaires, y compris ceux dont le stage a été renouvelé,
- les agents non titulaires de droit public recrutés sur la base d'un contrat à durée déterminée,
- les ouvriers d'Etat, qui n'ont pas le statut de fonctionnaire ni d'agent non titulaire,
- ceux qui quittent le service du fait d'une retraite, d'un licenciement ou d'une révocation.

Ne peuvent non plus bénéficier de cette indemnité :

- les agents quittant l'administration avant le terme d'un engagement de servir l'Etat signé après une formation (article 5 du décret),
- les agents ne remplissant pas la condition d'âge indiquée ci-après.

2. - Conditions d'ouverture des droits.

Le décret met plusieurs conditions à la perception de l'IDV.

a) Une condition d'âge du demandeur.

Aux termes de l'article 5 du décret, les agents se situant à cinq années ou moins de l'âge d'ouverture de leur droit à pension ne peuvent bénéficier de l'IDV.

- Cette disposition doit en premier lieu être lue au regard de l'âge limite applicable aux professions classées en services actifs, qui bénéficient d'un départ anticipé : le demandeur se trouvant dans cette situation ne doit par exemple pas avoir atteint l'âge de 50 ans pour un corps ouvrant droit à la retraite à partir de 55 ans.
- Dans le cas général des agents dont la limite d'âge est fixée à 65 ans, il s'agit de l'âge à partir duquel le demandeur peut demander la liquidation d'une pension de retraite : il s'agit dans la plupart des cas de l'âge de 60 ans. Dans ces conditions, le demandeur ne pourra bénéficier de l'IDV que s'il n'a pas encore atteint 55 ans révolus.
- Les parents de trois enfants et plus remplissant les conditions ouvrant droit à une liquidation immédiate de pension bénéficiant de l'IDV ne peuvent bénéficier d'une liquidation immédiate de leur pension avant l'âge de 60 ans ou l'âge auquel son corps ouvre droit à la retraite si sa profession est classée en services actifs.

b) Des conditions complémentaires.

Les articles 2 à 4 du décret prévoient plusieurs autres conditions pour avoir droit à l'IDV, une seule d'entre elles devant être remplie :

- appartenir à un service, corps, grade ou emploi concerné par une restructuration, et se trouver à l'intérieur de la période durant laquelle cette indemnité peut être attribuée, ces deux conditions étant cumulatives et devant être prévues par un arrêté ministériel : c'est l'objet de l'arrêté joint en appendice 1 à la présente fiche ; aux termes de cet arrêté, les conditions de délai sont appréciées à partir de la date à laquelle l'opération est engagée, signifiée par un texte opposable : pour les créations de DDEA par exemple, cela signifie, en fonction des départements, le 1^{er} janvier 2009 ou 2010 (les huit DDEA expérimentales n'étant pas couvertes par ce dispositif) ; pour les DRAAF, le 1^{er} janvier 2009 ;
- création ou reprise d'une entreprise ;
- accomplissement d'un projet personnel.

Certains cas particuliers doivent être signalés :

- les personnels en position de disponibilité, de congé parental ou de congé de présence parentale ne peuvent bénéficier de l'IDV que pour créer ou reprendre une entreprise ou pour accomplir un projet personnel, puisqu'une opération de restructuration ne saurait les concerner ;
- les agents sollicitant le bénéfice de l'IDV au titre de la création ou de la reprise d'une entreprise devront vérifier que leur projet est conforme aux règles de déontologie ;
- si l'IDV est demandée au titre d'un projet personnel, l'administration peut s'y opposer si le départ du demandeur risque de porter atteinte à la continuité du service ;
- les agents percevant l'indemnité de résidence à l'étranger au titre du décret n° 67-290 du 28 mars 1967 ne sont pas éligibles à l'IDV, car ce décret énumère limitativement les éléments de rémunération pouvant être perçus par les personnels en poste à l'étranger.

En cas de restructuration, les agents en position de détachement s'adressent à leur administration d'accueil, qui statue sur cette demande. Une fois cette réponse obtenue, l'intéressé fait parvenir sa demande de démission à son administration d'origine, qui dispose de quatre mois pour lui répondre. Au vu de cette réponse si elle est favorable, l'administration d'accueil verse l'IDV.

3. - Montant de l'indemnité.

L'article 6 du décret énonce que l'IDV est plafonnée à 24 fois le montant du douzième de la rémunération annuelle brute perçue par l'agent au cours de l'année civile précédant le dépôt de la demande.

Cette rédaction permet de lisser les éventuels versements périodiques non mensuels, en prenant en compte la totalité de la rémunération perçue avant de la diviser par douze.

Elle renvoie à la notion de rémunération brute : celle-ci inclut le traitement indiciaire brut (avant prélèvement des cotisations sociales), l'indemnité de résidence s'il y a lieu, le supplément familial de traitement éventuel, et les primes et indemnités perçues au cours de la période de référence. Sont toutefois exclues de ces primes et indemnités celles non expressément liées à la fonction : indemnités représentatives de frais (mission, déplacement, ...), indemnités d'enseignement et de jury par exemple. En revanche, la nouvelle bonification indiciaire (NBI) doit être incluse dans les éléments de calcul, en ce qu'elle est effectivement liée à l'occupation d'un poste précis.

La période de référence est l'année civile précédant le dépôt de la demande : il s'agit bien de la période courant du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année N-1, si N est l'année du dépôt, peu important la date de N à laquelle la demande est déposée.

Certains agents (en position de disponibilité, de congé parental ou de congé de présence parentale par exemple) peuvent n'avoir pas perçu de rémunération au cours de l'année N-1. Dans ce cas, l'application stricte du décret conduirait à une IDV nulle. Pour éviter cette situation, la circulaire susvisée a autorisé l'administration à prendre pour référence la dernière année civile au cours de laquelle les intéressés ont été rémunérés par l'administration.

Cette dérogation n'est cependant pas admise au cas où l'agent aurait perçu une rémunération pendant une partie de la période de référence : si une personne dépose une demande en N alors qu'elle est rentrée de disponibilité en septembre de N-1, l'IDV ne sera calculée que sur 24/12^{èmes} de quatre mois de rémunération.

Il convient enfin de préciser que l'IDV ne peut pas être affectée du coefficient de majoration outre-mer prévu par le décret n° 67-600 du 23 juillet 1967.

S'agissant du MAP, cette indemnité sera calculée sur la base de une fois et demie le montant du douzième de la rémunération annuelle brute perçue par l'agent au cours de l'année civile précédant le dépôt de la demande par année de présence, dans la limite de 24 douzièmes.

L'année de présence s'entend pour les fonctionnaires comme une année de service effectif depuis leur date d'entrée dans la fonction publique de l'Etat, en dehors des périodes de disponibilité, de congé parental et de scolarité. Pour les contractuels à durée indéterminée, elle s'entend comme une année de service effectif au sein du MAP en tant que non titulaire, y compris à durée déterminée. Dans les deux cas, le décompte s'effectue à partir du premier jour du mois au cours duquel est intervenu le recrutement. Un fonctionnaire qui aurait accompli avant son entrée dans la fonction publique des services en qualité d'agent non titulaire (y compris des vacances) verra ces services pris en compte dans le calcul, sous réserve qu'ils aient été accomplis dans la fonction publique de l'Etat.

L'appendice 2 donne des exemples de situation et de montant de l'IDV.

4. - Modalités de versement / Remboursement éventuel.

L'indemnité de départ volontaire est en principe versée en une seule fois. Ce principe ne connaît qu'une seule exception, au titre de la création ou de la reprise d'une entreprise.

Dans ce dernier cas, le troisième alinéa de l'article 3 du décret dispose que le versement intervient en deux temps :

- le premier lors de la communication par l'ancien agent de l'extrait K *bis* du registre du commerce (le demandeur disposant d'un délai de six mois pour communiquer un extrait K *bis* du registre du commerce attestant de l'existence juridique de l'entreprise concernée) ,
- le second « *après la vérification de la réalité de l'activité de l'entreprise* » : la circulaire susvisée a précisé cette notion en indiquant que le demandeur devait transmettre à l'administration, à l'issue du premier exercice, les pièces justificatives nécessaires.

L'indemnité versée aux agents en position de détachement est à la charge de l'administration d'accueil s'il s'agit d'une opération de restructuration.

Le bénéfice de l'IDV n'est définitivement acquis qu'au terme d'un délai de cinq ans. Si, avant ce terme, l'agent démissionnaire est recruté, comme titulaire ou non titulaire, par un employeur relevant de l'une des trois fonctions publiques, il doit en rembourser la totalité dans les trois ans suivant ce recrutement.

Ce dispositif nécessitera un suivi inter fonctions publiques des bénéficiaires de l'IDV, qui n'est pas encore défini. Une note de service complémentaire précisera en tant que de besoin comment il sera mis en place et fonctionnera.

5. - Procédure d'attribution.

La procédure d'attribution de l'indemnité de départ volontaire s'effectue **en deux temps**.

L'agent remplit tout d'abord une demande d'attribution de l'indemnité à l'aide du formulaire figurant en annexe (voir appendice 3).

Cette demande doit être adressée, sous couvert hiérarchique, au bureau de gestion dont dépend l'intéressé. Une copie doit être transmise à l'IGIR ou IGVR compétent.

La sous-direction mobilités, emplois, carrières répond à l'agent en indiquant le montant qui pourra lui être attribué en cas de démission.

Ce n'est que dans un second temps que l'agent dépose sa demande de démission.

L'administration dispose d'un délai de quatre mois pour répondre à la demande de démission. Il est rappelé que, dans le cadre d'une démission, le silence de l'administration équivaut à un rejet (hors cas de restructuration : cf. procédure supra point 2 b).

Une fois la démission acceptée, le bureau de gestion procèdera au versement de l'indemnité. Toutefois, si l'agent a demandé à bénéficier de l'IDV au titre de la création ou de la reprise d'une entreprise, le versement de la première moitié de l'indemnité ne peut intervenir tant que l'agent n'a pas communiqué l'extrait K *bis* du registre du commerce (cf. ci-dessus).

ARRÊTÉ du 31 mars 2009

instituant une indemnité de départ volontaire au bénéfice de certains personnels du ministère de l'agriculture et de la pêche

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le décret n°2008-368 du 17 avril 2008 instituant une indemnité de départ volontaire ;

Vu l'arrêté du 31 mars 2009 relatif aux opérations de restructuration ouvrant droit, au ministère de l'agriculture et de la pêche, au bénéfice de la prime de restructuration de service et de l'allocation d'aide à la mobilité du conjoint ;

Vu l'avis émis par le comité technique paritaire ministériel le 12 mars 2009,

Arrête :

Article 1er

Une indemnité de départ volontaire peut être attribuée, dans les conditions prévues par le décret du 17 avril 2008 susvisé et par le présent arrêté, à certains agents du ministère de l'agriculture et de la pêche qui quittent définitivement la fonction publique de l'Etat.

Article 2

Les services concernés par une restructuration ouvrant droit à l'indemnité sont ceux qui sont mentionnés dans l'arrêté du 31 mars 2009 susvisé.

Tous les corps, grades, emplois ou assimilés y ouvrent droit. Les contractuels à durée indéterminée du ministère de l'agriculture et de la pêche peuvent aussi en bénéficier.

La période pendant laquelle les personnels concernés peuvent demander à bénéficier de l'indemnité de départ volontaire est de six mois à partir de la date à laquelle l'opération de restructuration est engagée.

Article 3

Le montant de l'indemnité de départ volontaire est fixé par décision du secrétaire général du ministère.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 31 mars 2009

Pour le ministre et par délégation :

Le secrétaire général,

J.-M. Aurand

APPENDICE 2 – EXEMPLES DE CALCUL DE L'INDEMNITE DE DEPART VOLONTAIRE

Rappels :

- le plafond de l'IDV est de 24/12^{èmes} de la rémunération globale de l'année antérieure.
 - Le MAP a retenu un coefficient de 1,5 mois par année d'ancienneté. La somme à verser à l'agent résulte donc, pour une durée de carrière donnée, de la formule, où :

$$I = X * 1,5 * \left(\frac{R(N-1)}{12} \right)$$

- I = montant de l'indemnité,
X = durée de carrière exprimée en années,
X*1,5 est plafonné à 24,
- R(N-1) = rémunération globale perçue au cours de l'année civile précédente (ou, si l'agent n'a rien perçu en N-1, de la dernière année au cours de laquelle son employeur lui a versé une rémunération).

Tous les exemples sont donnés en supposant un départ au cours de l'année N, et une dernière rémunération annuelle brute sur 12 mois égale à 48 000 euros (donc un plafond de 96 000 euros).

Exemple 1

Agent ayant quatre ans d'ancienneté et ayant accompli une année N-1 complète :

4 ans x 1,5 = 6 ;

IDV = 6*(48 000/12) = 24 000 €

Exemple 2

Agent ayant 20 ans d'ancienneté et ayant accompli une année N-1 complète :

20 ans x 1,5 = 30, plafonné à 24 ;

IDV = 24*(48 000/12) = 96 000 €

Exemple 3

Agent ayant six ans d'ancienneté et ayant travaillé cinq mois en N-1, donc perçu une rémunération de (48 000/12)*5 = 20 000 € :

6 ans x 1,5 = 9 ;

IDV = 9*(20 000/12) = 15 000 €

Exemple 4

Agent ayant huit ans d'ancienneté, n'ayant pas travaillé en N-1 mais ayant accompli 8 mois en N-2, donc perçu une rémunération de (48 000/12)*8 = 32 000 € :

8 ans x 1,5 = 12 ;

IDV = 12*(32 000/12) = 32 000 €

Exemple 5

Agent ayant l'ancienneté suivante :

- 6 ans 10 mois comme contractuel du MAP à temps incomplet,
- 6 mois comme contractuel du MAP à temps complet,
- 6 ans comme titulaire du MAP (jusqu'au 31/12/2008 = N).

On prend la durée réelle de services effectifs pour les temps incomplets (ce qui dans cet exemple correspond à 6 ans 4 mois et 28 jours) et l'intégralité des services dans les deux autres cas, soit au total une ancienneté de 12 ans 10 mois et 28 jours.

$$12 \text{ ans } 10 \text{ mois } 28 \text{ jours } * 1,5 = 18 + 1,25 + 0,12 = 19,37$$

$$\text{IDV} = 19,37 * (48\,000 / 12) = 77\,480 \text{ €}$$

Exemple 6

Agent ayant l'ancienneté suivante :

- 2 mois comme agent contractuel du MAP à temps complet,
- 10 ans comme CDI à temps complet,
- titulaire pendant 17 ans jusqu'à sa démission, en alternant les périodes d'activité à temps partiel (50% et 70%) et à temps plein (NB temps partiel 70% en 2007 et 2008 = N)

Chaque année à temps complet compte pour une année complète, que l'activité ait été à temps partiel ou non. Les années de CDI sont prises en compte en totalité. En revanche, le temps partiel est pris en compte dans le calcul du 1/12ème de la rémunération annuelle de l'année antérieure.

$$27 \text{ ans } 2 \text{ mois } * 1,5 = 40,5 + 0,25 = 40,75 \text{ plafonné à 24 ;}$$

$$\text{IDV} = 24 * ([48\,000 * 70] / 12) = 67\,200 \text{ €}$$

APPENDICE 3 – FORMULAIRE DE DEMANDE D'ATTRIBUTION DE L'INDEMNITE DE DEPART VOLONTAIRE
--

- *Décret n°2008-368 du 17 avril 2008 instituant une indemnité de départ volontaire*
- *Circulaire conjointe DGAFP (n°2166) et direction du budget (2BPSS-08-1667) du 21 juillet 2008*
- *Circulaire SG/SRH/SDDPRS/N2009-1005 « Indemnité de départ volontaire - Aides aux restructurations » du 20 avril 2009*

NOM :

Prénom :

Corps/grade :

Service :

Motif de demande de l'indemnité de départ volontaire (rayer les deux mentions inutiles) :

- **restructuration,**
- **création ou reprise d'une entreprise,**
- **projet personnel**

Avis du chef de service

Fait à , le

Signature de l'agent :